Bulletin œcuménique

SEPTEMBRE 1977 NUMERO 5 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

L'ESSENTIEL

Après trente ans d'indépendance, les deux tiers des habitants de l'Inde vivent en dessous de la limite de pauvreté. Trente ans de croissance économique, d'industrialisation, de modernisation de l'économie ont fait de l'Inde une grande puissance industrielle, mais n'ont pas permis de satisfaire les besoins fondamentaux de la majorité de sa population. Et pourtant, que d'efforts dans les domaines agricoles et industriels. Que de résultats quantitatifs qui imposent le respect !

Cela n'a pas suffi. Le problème n'est pas de produire plus, mais de mieux distribuer et surtout de combattre le chômage. Car si les Indiens pauvres ont faim, ce n'est pas parce que le pays manque de nourriture, mais parce qu'ils ne peuvent pas l'acheter.

Le Mahatma Gandhi avait averti ses compatriotes de ne pas suivre le modèle de développement occidental. Il avait compris que la "mécanisation est une bonne chose s'il y a trop peu de mains pour faire le travail qui doit être accompli, mais (qu')elle est mauvaise s'il y a plus de mains qu'il n'en faut pour ce travail, ce qui est le cas en Inde." Gandhi pensait que les besoins essentiels des pauvres ne pourraient être satisfaits que si l'Inde recourrait aux techniques traditionnelles telles le rouet, renonçait à s'engager dans une industrialisation massive et limitait la croissance économique au strict minimum; car il voulait que la nation indienne croisse spirituellement et non matériellement. Pour lui, l'un excluait l'autre.

L'Inde est aujourd'hui une puissance atomique, mais ses pauvres ont faim. Obnubilés par leur volonté de progrès constant, les chefs de l'Inde ont peut-être oublié l'essentiel. Le débat est d'ailleurs lancé aujourd'hui dans le monde entier : on s'est rendu compte que la croissance industrielle et matérielle ne faisait pas le bonheur. Mais alors quel développement adopter ? Une question que l'on ferait bien de se poser également en Suisse avant de prendre des mesures irréversibles-en matière atomique précisément !

Jacques Matthey

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

L'AFRIQUE AUSTRALE SURVIVRA-T-ELLE ?

Extrait d'un exposé de l'Evêque anglican Desmond Tutu, du Lesotho, lors d'une consultation organisée ce printemps par les Eglises des USA.

"J'ai écrit à M. Vorster que même le ver de terre peut se révolter, que les personnes désespérées usent de méthodes désespérées pour obtenir leur liberté et leur droit à l'auto-détermination.

Les Noirs ne haïssent pas les Blancs parce qu'ils sont Blancs. Non, ils haïssent un système blanc où prédominent l'injustice et l'oppression. C'est pour cela qu'il doit être changé et renversé pour le bien de l'Afrique du Sud, pour l'intérêt de toute sa population, noire et blanche. En République Sud-Africaine comme au Zimbabwé et en Namibie, les Noirs estiment avoir épuisé tous les moyens pacifiques à leur disposition. Ils se voient à contre-coeur forcés de recourir à des méthodes violentes pour s'opposer à un système qui a employé et qui continue à utiliser la violence légalisée et institutionalisée pour les intimider et les opprimer, par exemple avec un système de travail migratoire qui sépare les pères de leurs enfants, les hommes de leurs femmes.

Mon peuple est foncièrement pacifique. Il est patient à l'excès. Mais il ne voit plus aujourd'hui pour lui d'autre recours que la violence. Et il s'étonne de découvrir que la plupart des Occidentaux, cependant, avaient porté aux nues les mouvements de résistance pendant la dernière guerre mondiale. Ils ont presque canonisé Dietrich Bonhoeffer, martyr moderne, un homme impliqué dans un complot visant à assassiner le chef de son pays et qui a été exécuté pour ce crime. Cette logique tortueuse étonne, ainsi que les contorsions de rhétorique de ceux qui condamnent les mouvements de libération des Noirs. On se rappelle aussi que la bombe atomique a été lâchée sur un pays "non-européen", et qu'au Viêtnam, les Occidentaux ont perpétré un autre holocauste d'hommes de couleur...

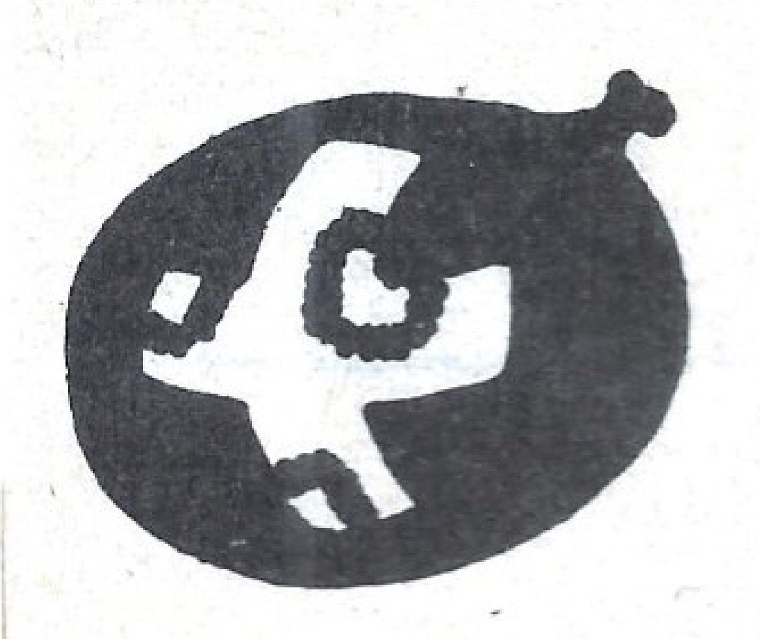
Personnellement, je suis un ferme partisan de la justice et de la réconciliation. Je suis pour les changements pacifiques. Mais je suis pour les changements radicaux ! J'ai vu trop de misère en Irlande du Nord, au Proche Orient, au Nigéria et en Ethiopie, pour ne pas être terriblement conscient de la puissance destructrice de la violence déchaînée. Mais je ne puis pas continuer à dire ces choses si de l'autre côté on s'arme jusqu'aux dents, si l'on continue à utiliser ses forces policières et militaires sans égard ni scrupule, impitoyablement. Je ne puis pas continuer à dire ces choses et espérer garder quelque crédibilité. Je ne puis pas continuer à dire ces choses, quand je vois des personnes que je connais très bien et dont je respecte profondément l'intégrité, des gens que je sais parfaitement épris de justice, de paix et de réconciliation, être sans cesse harassés, persécutés, emprisonnés à cause de leurs idéaux. Je ne puis pas continuer à dire ces choses, tant que notre souci d'écologie humaine n'égalera pas notre souci de préservation de l'environnement.

Voilà pourquoi j'ai suggéré à M. Vorster différents chemins pour sortir de l'impasse. Je crois avec ferveur que l'Eglise, dans notre sorte de situation, ne saurait être un instrument utilisable pour conserver et perpétuer le statu quo, mais qu'au contraire, elle doit représenter la seule réelle opposition à l'injustice et à l'oppression. L'Eglise doit se ranger sans équivoque du côté des opprimés. Elle doit exorciser leur sentiment d'être des "non-personnes", leur donner le sens de leur valeur en tant qu'enfants de Dieu.

Je suis engagé dans le mouvement de prise de conscience des Noirs. Et je ne me laisserai pas détourner de cet engagement par des ordres du ministre de la Justice. Car il ne pourra jamais y avoir aucune chance de véritable réconciliation en Afrique du Sud tant que les Noirs n'auront pas commencé à accepter leur propre personnalité. Seules, les personnes "réelles" peuvent se réconcilier.

Je suis engagé dans la libération de tous mes concitoyens, des Noirs et des Blancs. En effet, tant qu'une section de la population restera opprimée et sans liberté, les oppresseurs apparemment libres ne le seront pas, malgré les apparences. Eux également ont besoin d'être libérés. Je suis soucieux d'aider mes compatriotes blancs à retrouver leur pleine humanité, qui a été érodée par trop d'injustices et trop d'attitudes inhumaines envers leurs prochains.

* * * * * * * *



L'offensive contre la torture s'amplifie

A tous ceux que le problème de la torture préoccupe, ces dernières semaines ont donné quelques raisons importantes de prendre courage et d'exprimer leur reconnaissance. Dans cette rubrique, riche en nouvelles déprimantes, nous nous devons de signaler aussi les victoires, même si elles ne sont que provisoires.

Tout d'abord, le Conseil oecuménique des Eglises, dans une déclaration de son Comité central du 4 août dernier, vient de placer la lutte contre la torture au premier plan de ses préoccupations en formulant des propositions concrètes. Par rapport aux textes de Nairobi il y a un progrès considérable, si l'on tient compte de la nécessité pour le COE de marcher en accord avec les 293 Eglises qui le composent.

Ensuite il faut relever, avec la même gratitude, les décisions du récent congrès de l'Association mondiale de la psychiatrie qui vient de se réunir à Honolulu. Si l'on en croit les nouvelles assez confuses des agences de presse, le congrès aurait voté deux déclarations distinctes, l'une avec l'accord des délégués soviétiques, et qui dénonce de manière générale les abus de la psychiatrie et une autre qui condamne l'URSS pour usage de techniques psychiatriques à des fins politiques. Ces deux résolutions sont le résultat de démarches qui durent depuis plusieurs années et qui se sont heurtées à de fortes oppositions.

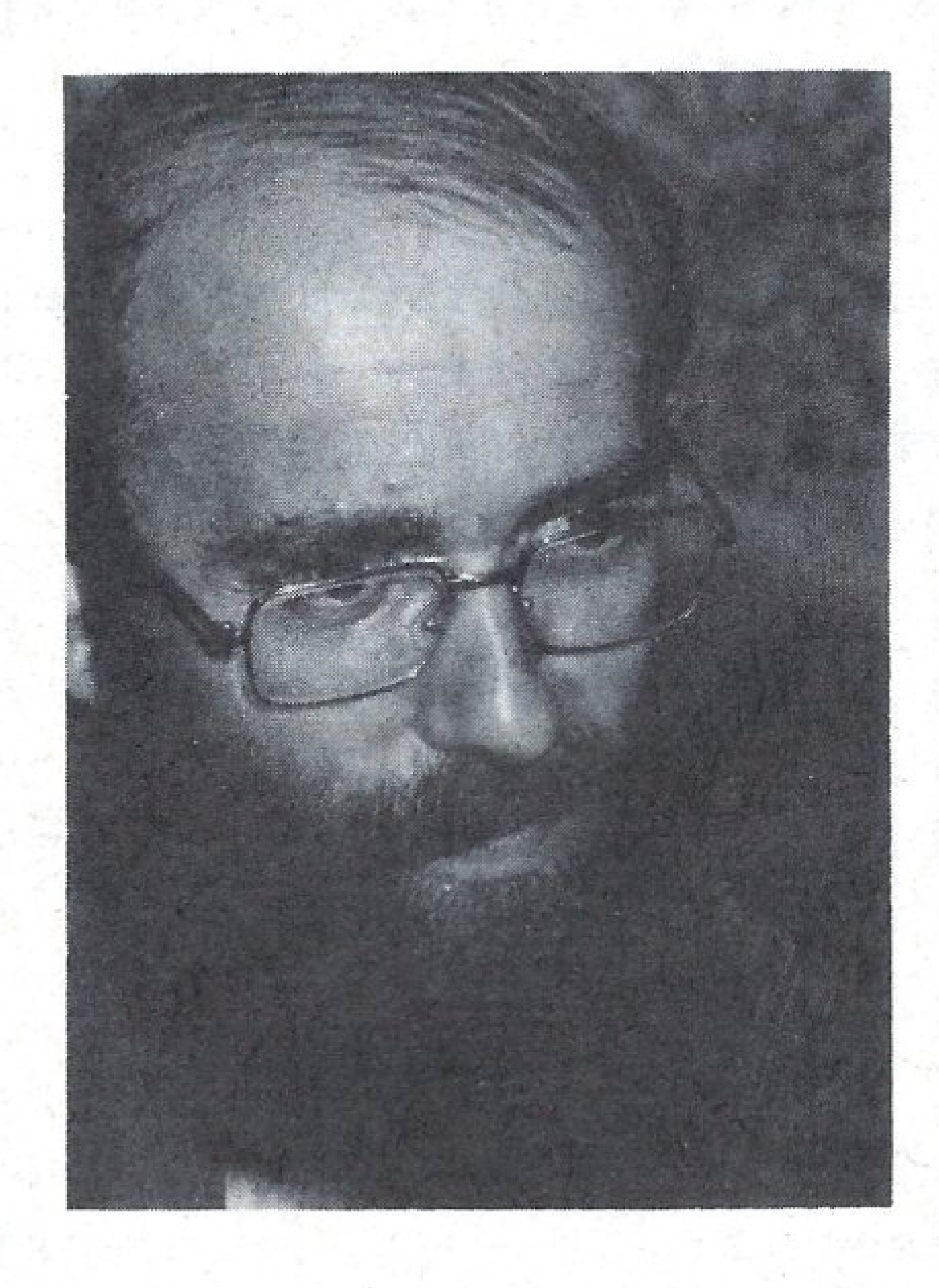
Enfin, plus près de nous, dans notre combat pour que le Suisse s'engage activement dans la lutte contre la torture, nous accueillons avec joie un retournement de situation inespéré après le rapport du Conseil fédéral, publié à la fin juin, qui proposait le classement de la "motion Schmid" (voir VP du 15 juillet). En effet, la Commission des Affaires étrangères du Conseil national, réunie les 30 et 31 août, a vigoureusement critiqué le rapport en question et a invité le Conseil fédéral à poursuivre activement des démarches en vue d'une convention internationale pour la protection des détenus. La Commission - composée de 23 membres - invite à l'unanimité le Conseil national de ne pas classer la motion Schmid. Le Conseil fédéral ne s'oppose pas à cette décision.

Mais la victoire n'est que provisoire. En effet, la décision appartient aux Chambres fédérales. Le Conseil national en débattra le premier à la fin septembre ou au début d'octobre. Jusque-là, il n'est pas inutile de continuer la campagne de lettres à nos élus proposée ici-même (voir VP du 12 août). Par ailleurs, même si le Département politique fédéral ne demande plus le classement de la motion Schmid, il n'en est pas pour autant acquis à la convention proposée par l'Institut Henry-Dunant. Enfin, à supposer qu'il s'y rallie, on peut douter que la Suisse si prudente, si peu ouverte à l'étranger, sauf quand il s'agit de son commerce et de ses finances, ait l'énergie nécessaire pour surmonter les obstacles internationaux. Ce n'est pas une raison pour baisser les bras , mais au contraire pour intensifier la pression de l'opinion publique afin d'encourager notre gouvernement - et d'autres - à aller de l'avant.

Ne minimisons pas les difficultés. Elles existent. Mais ces quelques faits montrent que le combat contre la torture s'amplifie. Son abolition cesse d'être un idéal irréaliste pour devenir un objectif politique accompagné de propositions concrètes. Même si cet objectif ne peut être parfaitement atteint, ce n'est qu'au moment où on le désigne clairement que les progrès peuvent être accomplis. N'est-ce pas une des premières tâches des chrétiens que de faire tomber les idéaux du ciel pour en faire des tâches à réaliser ici-bas avec toutes les forces que nous avons ? Sinon à quoi sert-il de croire à la résurrection ?

Jean-Jacques GAUTIER,
François de VARGAS.

INTERVIEW - EXPRESS



JEAN-MARIE MULLER, ancien professeur de philosophie, officier de réserve, objecteur de conscience, est connu comme militant de la non-violence. Auteur de plusieurs ouvrages sur ce thème, dont le dernier est paru aux Editions du Cerf, Le Défi de la Non-Violence, il traduit sa pensée dans l'action; le Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN) s'est formé autour de son programme. Depuis 1970, il se consacre uniquement à la non-violence.

- La non-violence est-elle une philosophie, une morale ou une méthode d'action ?

- Précisément, ce qui me semble particulier à la non-violence, c'est qu'elle rend possible l'élaboration d'une philosophie, d'une morale et d'une méthode d'action qui soient parfaitement cohérentes entre elles et qui se fécondent l'une l'autre. J'irai même plus loin : seule la non-violence me semble pouvoir satisfaire à la fois aux exigences de la philosophie, de la morale, et de l'action.

L'un des moments les plus importants de la réflexion philosophique est celui où elle rencontre la violence. Il s'agit alors de nous déshabituer de toutes les mauvaises explications qui nous sont présentées pour nous obliger à nous résigner à la violence en lui donnant une légitimité. La réflexion philosophique doit nous amener à prendre conscience de la violence pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une contradiction radicale par rapport aux aspirations les plus fondamentales de l'homme. Par elle-même, elle aboutit toujours à la destruction de l'humain en l'homme, qu'il s'agisse de nous-même ou qu'il s'agisse des autres.

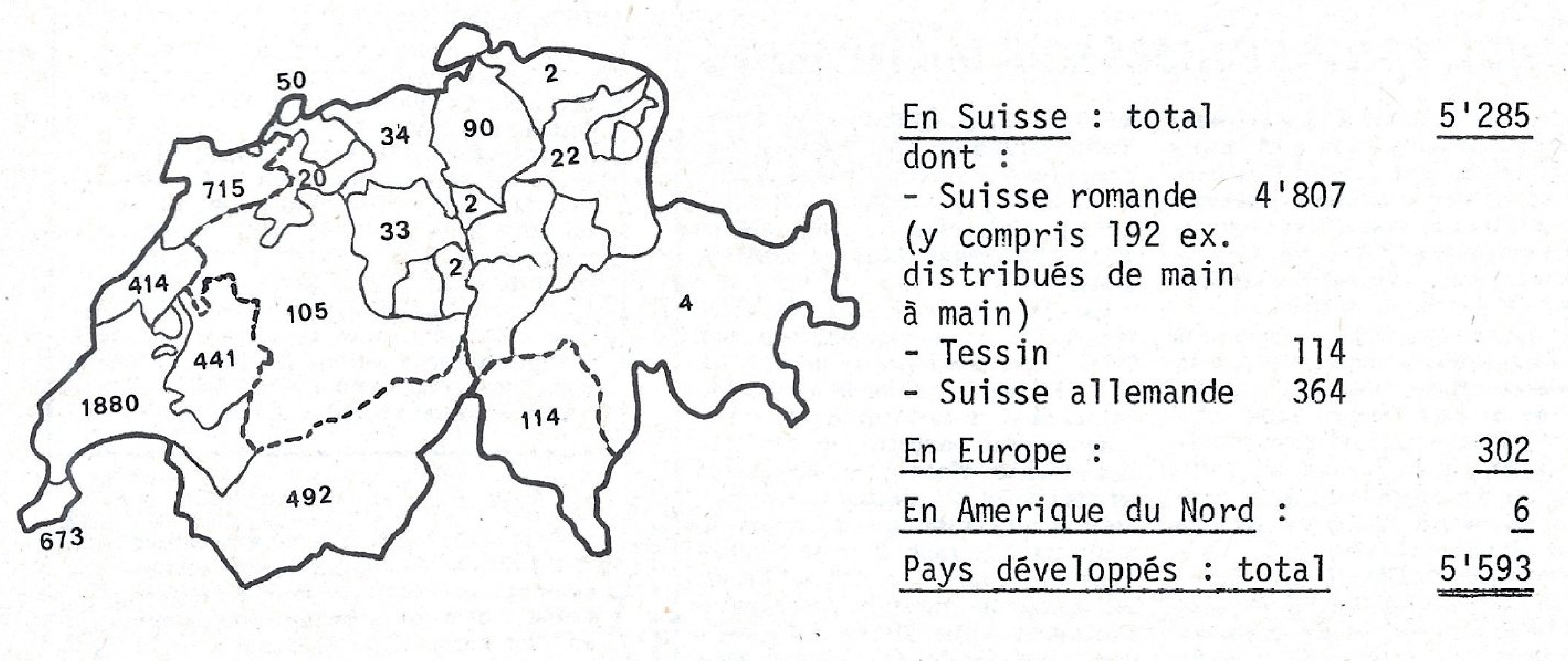
Ainsi la non-violence nous amène-t-elle à rompre définitivement avec toutes les idéologies qui ont justifié la violence. En cela, la non-violence rejoint les intuitions profondes des sagesses, des spiritualités et des religions qui toutes, du moins dans leur démarche originelle, avant que viennent les scribes et les pharisiens, ont dénoncé et récusé la violence.

Dès lors, toute action dans l'histoire doit viser à combattre la violence; la violence des guerres, certes, mais d'abord la violence des injustices engendrées et nourries par le désordre établi de nos propres sociétés.

Car le discours de la philosophie - et même les discours des sagesses, des spiritualités et des religions - n'a lui-même de sens que s'il féconde l'action afin que justice et liberté soient rendues aux opprimés.

La non-violence devient alors la recherche, par la mise en oeuvre de moyens tactiques et stratégiques appropriés, d'une action efficace pour donner aux opprimés des armes qui leur permettent de se libérer, sans pour autant retomber dans les engrenages de la violence qui reproduisent toujours d'autres mutilations et d'autres aliénations. Car la révolution sera non-violente ou elle sera à refaire.

INTERROGATION : DIFFUSION D'UN NUMERO EN 1976 (moyenne)



En Suisse : total 5'285
dont :
- Suisse romande 4'807
(y compris 192 ex. distribués de main à main)
- Tessin 114
- Suisse allemande 364

En Europe : 302

En Amerique du Nord : 6

Pays développés : total 5'593

En Afrique et Moyen-Orient : total 281

En Amérique Centrale et Latine : total 25

à savoir : Haïti 5
Guadeloupe 2
Colombie 4
Equateur 1
Pérou 3
Bolivie 2
Brésil 4
Chili 2
Argentine 2

En Asie et Polynésie : total 10

à savoir : Inde 2
Bengla-Desh 5
Corée du Sud 1
Papouasie 1
Polynésie française 1

Pays en développement : total : 316

TOTAL DES EXEMPLAIRES DISTRIBUES : 5'909

TUNISIE 1
LIBAN 1
MAROC 9
ALGERIE 8
LYBIE
EGYPTE
MAURITANIE 1
MALI 5
NIGER 3
TCHAD 28
SOUDAN
21 SENEGAL
G.
G.B.
GUINEE
HAUTE VOLTA 16
1
NIGERIA
SIERRA LEONE
COTE D'IVOIRE 7
GHANA 1
11
2
LIBERIA
TOGO
DAHOMEY
ETHIOPIE
SOMALIE
CAMEROUN 48
R.C.A. 1
CONGO 3
GABON 10
ZAÏRE 25
O.
KENYA
R.19
B.23
TANZANIE
ILES SEYCHELLES 2
ANGOLA
ZAMBIE 1
M. 1
3
MOZAMBIQUE
NAMIBIE
21
BOTSWANA
1
MADAGASCAR
2
R.S.A.
LESOTHO
ILE MAURICE 2
ILE REUNION 4

Ainsi, près de 95% des exemplaires sont distribués dans les pays développés, et les 9/10 èmes d'entre eux le sont en Suisse (dont 91% en Suisse romande) : .... nous sommes vraiment des privilégiés !

En chiffres d'affaires
22 entreprises suisses sont milliardaires

Selon une enquête de la « Schweizerische Handelszeitung », 22 entreprises suisses ont réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires supérieur à un milliard de francs. De ce groupe de « géants », Nestlé se détache nettement avec un chiffre d'affaires consolidé de 19,063 milliards.

Les principaux milliardaires sont des entreprises industrielles : à la deuxième place, derrière Nestlé, on trouve Ciba-Geigy (9,488 milliards) ; à la troisième Brown-Boveri (8,431) ; à la cinquième Hoffmann-La Roche (5,115) ; à la septième Alusuisse (4,833) ; à la huitième Sandoz (4,109) ; à la neuvième Sulzer (3,530) ; à la douxième Danzas (3,500). Parmi les dix premières entreprises du pays, on compte encore deux « géants » de la distribution : Migros, avec un chiffre d'affaires de 6,680 milliards, vient en quatrième position, et COOP avec 4,884 milliards, à la sixième.

Les dix plus importantes entreprises qui viennent ensuite sont, dans l'ardre : Oerlikon - Buhrle 2,355 ; Swissair 2,184 ; Holderbank 1,888 ; Panalpina-Transport 1,837 ; Volkart-Holding 1,500 ; Georg Fischer 1,340 ; UTC - International S. A. 1,200 ; Schindler - Holding 1,180 ; Interfood 1,116 ; Maus 1,113 ; Publicitas 1,050 et ASUAG 1,041.

La plus forte croissance en chiffre d'affaires a été obtenue par UTC - International (plus 33,3 %), suivi d'Alusuisse (plus 24,3 %) et de Oerlikon - Buhrle (plus 22 %).

En ce qui concerne le bénéfice net, Nestlé vient très largement en tête avec 872 millions. L'entreprise veveysanne est d'ailleurs la seule dont le cash flow soit supérieur à 1 milliard (1,453 milliard). En deuxième position, on trouve Hoffmann - La Roche (475 millions), suivie de Ciba-Geigy (320 millions).

C'est encore Nestlé qui vient en tête pour le nombre de personnes occupées : 137 329. On trouve ensuite Brown-Boveri (99 100) ; Ciba-Geigy (74 355) ; et Hoffmann - La Roche (38 305). Volkart - Holding en revanche, n'occupe que 550 personnes.

Agence de voyages : nouveau record ?

Les agences de voyages attendent une année record. En effet, de nombreuses réservations pour l'été ont été faites en janvier et en février déjà. Un sondage de l'UBS effectué en mai auprès des principales agences de voyages fait apparaître une augmentation de 20 à 25 % sur 1976 de la demande concernant les voyages à l'étranger, mais de 10 à 15 % seulement du chiffre d'affaires. Les vols intervilles, les vacances balnéaires et d'autres arrangements de vacances ont été très demandés. Les vacances au bord de la Méditerranée tiennent toujours la vedette. (ATS)

Pour 1000 habitants, il y a en Suisse 291 voitures de tourisme, soit inversement, une voiture pour 3,4 habitants. Notre pays occupe ainsi, sur le plan mondial, le 8e rang pour le nombre de véhicules par 1000 habitants.

La fortune suisse à l'étranger: Fr. 164 milliards net

La balance extérieure des capitaux illustre parfaitement l'intensité des relations économiques et financières de la Suisse avec l'étranger. Selon une estimation de l'Union de Banques Suisses, la fortune suisse à l'étranger et les créances suisses sur l'étranger devraient avoir atteint la somme de Fr. 306,2 milliards à fin 1976, soit une augmentation de 12 % ou de Fr. 33,2 milliards sur 1975. Ce chiffre est plus de deux fois supérieur au produit national brut de 1976 (Fr. 147,9 milliards). Quant aux engagements de la Suisse envers l'étranger, autrement dit la fortune étrangère en Suisse en 1976, ils s'élevaient à Fr. 142,3 milliards, en progrès de 12,7 % ou de Fr. 16 milliards sur 1975.

EN SUISSE

Juin 77

Un milliard sur la peau !

ZURICH (ATS) — Selon une étude de la Chambre de commerce germano-suisse, les Suissesses et les Suisses ont dépensé, en 1976, pour environ un milliard de francs de produits cosmétiques.

La plus grande partie de ce montant a été consacré à des produits de beauté et de parfumerie, alors que le reste était destiné à l'hygiène proprement dite. C'est ainsi que sur 10 francs, six ont été dépensés en produits cosmétiques (laits de beauté, produits de maquillage, etc.), le solde étant réservé pour les savons, les soins dentaires, l'hygiène intime, les produits de rasage et de pédicure et les soins aux bébés.

Toutefois, depuis 1975, l'expansion a fléchi de sorte que l'augmentation des ventes n'a pas dépassé 4 % par an. La récession n'est pas la seule cause de ce ralentissement, mais aussi le départ de plus de deux cent mille travailleurs étrangers.

A L'HORIZON

Austérité

Plus de 5 millions d'adultes aux Etats-Unis adhèrent déjà sans réserve à la « simplicité volontaire ». Ils la définissent comme un nouveau mode de vie, fait de consommation frugale, d'un sens éveillé des priorités écologiques et surtout du souci de l'épanouissement personnel.

A l'autre bout de la chaine les instituts d'études économiques calculent fébrilement la croissance de l'austérité. Ils prévoient 36 millions d'austères en 1985, 92 millions en l'an 2000, un fabuleux marché de 338 milliards de dollars en produits de frugale consommation. Une page nouvelle s'ouvre pour l'industrie américaine.

AM

T de G. 25.7.77

L'Uruguay détient le plus grand nombre de prisonniers politiques

Genève (A.P.). — « *C'est l'Uruguay qui détient actuellement la plus forte proportion de prisonniers dans le monde* », a déclaré jeudi 18 août M. Ben Whitaker, représentant de la Grande-Bretagne à la sous-commission des Nations unies pour la prévention des discriminations et la protection des minorités. Selon ce dernier, un Uruguayen sur six cents est actuellement prisonnier politique, et, sur une population de quelque trois millions d'habitants, plus de quatre cent mille personnes se sont exilées depuis 1973.

L'Argentine compte pour sa part un prisonnier politique sur mille deux cents personnes; Cuba un pour treize cents et le Chili un pour deux mille. Depuis la prise du pouvoir par les militaires en Uruguay, en 1973, au moins vingt-deux cas de tortures ayant entraîné la mort ont été établis avec certitude. D'autre part, il n'est pas rare qu'une personne soit emprisonnée pendant dix ans parce qu'on considère qu'elle a des « *opinions inacceptables* ».

M. Whitaker a précisé qu'il existe des preuves d'exécutions et de tortures pratiquées par les forces de police en Uruguay, au Chili, en Argentine et au Paraguay. Il a ajouté qu'il déplorait personnellement les pratiques de torture « légère » et les « *renseignements obtenus par la force* » en Irlande du Nord. Des « *inspecteurs venant de l'extérieur* », peut-être de la Croix-Rouge internationale, pourraient être mis à contribution, selon lui, pour faire cesser ces pratiques en Afrique du Sud, en Uruguay, en Ouganda, au Chili, au Paraguay, au Brésil, en Argentine et au Proche-Orient. Il a également exprimé le souhait que les Nations unies enquêtent sur des violations probables des droits de l'homme à l'est de Timor au Sahara occidental, mais également en Europe, notamment en Tchécoslovaquie.

le Monde. 21.8.77

LA SÉCHERESSE MENACE A NOUVEAU LES PAYS DU SAHEL

(*De notre correspondant.*)

Dakar. — Sous un ciel qui, depuis des semaines, demeure désespérément bleu, les Sénégalais sont à nouveau pris d'angoisse. Le début de la saison des pluies a maintenant plus d'un mois de retard dans la plus grande partie du pays. Les récoltes, tant de produits vivriers (mil et sorgho) que d'arachides — principale source de revenus du monde rural — sont gravement compromises.

A la suite de quelques ondées précoces mais sans lendemain en fin juin-début juillet, des semis avaient été réalisés un peu partout. Mais les jeunes pousses ont le plus souvent péri, brûlées par le soleil ou dévorées par les chenilles processionnaires, qui prolifèrent. Il faudra à nouveau semer. Cependant, même si les pluies commencent bientôt à tomber, il est peu probable qu'elles durent jusqu'à la mi-novembre. Or, une période minimale de trois mois est indispensable à la croissance des plants et à la maturation des graines.

Les dirigeants sénégalais devront donc se préoccuper sans tarder de trouver, une fois de plus, à l'étranger, des aides suffisantes pour assurer la « soudure » en produits alimentaires de base. De plus, la chute de la production arachidière aura des répercussions défavorables sur l'ensemble de l'activité économique.

Les nouvelles qui parviennent à Dakar sur la situation prévalant dans les autres pays du Sahel : Guinée-Bissau, Mauritanie, Gambie, Mali, etc. sont tout aussi inquiétantes et amènent à déplorer une nouvelle fois les lenteurs de la mise en œuvre des programmes de maîtrise de l'eau — notamment la construction des barrages — qui, seul, permettraient de pallier efficacement les conséquences désastreuses des aléas climatiques.

M. 14.8.77 PIERRE BIARNÈS.

Classement des pays les plus riches

La Suisse maintient sa position

Avec $ 9320 par habitant, la Suisse s'est placée en 1976 au second rang des 49 pays ayant réalisé un produit national brut par tête de plus de $ 1000. Elle n'est devancée que par le Koweït, et se classe en tête de tous les pays industrialisés. Sur les 160 nations que compte notre planète, 49 ont un produit national supérieur à $ 1000 par habitant. En 1976 le PNB de ce groupe de pays a progressé de $ 550 milliards ou de 10 % pour atteindre $5800 milliards. Cela représente près de 85 % de la production mondiale de biens et de services. A l'inverse de 1974 et 1975, le classement international, selon le PNB par tête ne s'est pas notablement modifié, lit-on dans le dernier bulletin du service d'information de l'UBS.

LES DIX PREMIERS PAYS EN TETE DU CLASSEMENT

Pays	PNB par habitant au prix du marché (en $ US)	Variation en termes réels (en %) 1976	1977 (estim.)
Koweït	12 565	— 3,0	+ 4,0
Suisse	9 320	+ 0,5	+ 2,9
Suède	8 995	+ 1,5	+ 1,0
Canada	8 090	+ 4,6	+ 3,5
Etats-Unis	7 865	+ 6,4	+ 5,5
Norvège	7 685	+ 5,7	+ 6,0
Danemark	7 465	+ 5,0	+ 1,5
Allemagne fédérale	7 255	+ 5,7	+ 4,5
Belgique	6 930	+ 3,0	+ 3,0
France	6 555	+ 5,0	+ 3,5

L'Action de Carême : 16 millions

L'Action de carême des catholiques suisses est synonyme cette année de record absolu : les 16,13 millions de francs récoltés représentent en effet une augmentation de presque dix pour cent par rapport à 1976. Cette étonnante nouvelle a été publiée dans le dernier bulletin du Secrétariat central de l'Action de carême, ce dernier en profitant pour remercier tous ceux qui ont contribué à la grande réussite de cette action.

Selon les responsables de l'Action de carême il est réjouissant de constater que l'augmentation des dons se répartit sur tout le pays. En Suisse alémanique le total des dons a été de 14,43 millions (+9,6 pour cent), en Suisse romande de 1,26 million (+8,3 pour cent) et au Tessin de 0,44 million (+12,4 pour cent). « Il est étonnant de constater que la récession n'a pas eu d'effets négatifs sur la collecte de cette année », a constaté un spécialiste dans le bulletin de l'Action de carême. Le thème de cette année (vivre solidairement) a certainement aussi contribué au succès.

Les joies du mariage se sont faites encore plus rares en Suisse en 1976 : pour la première fois en effet en ce siècle, il y eut davantage de mariages dissous que contractés. 32 058 couples seulement — soit 3131 de moins que l'année précédente — ont pris le chemin de la mairie en 1976. Dans le même temps, davantage de couples ont opté pour la rupture : on enregistre 9582 divorces, soit 664 de plus qu'en 1975. A ce chiffre s'ajoutent les quelque 25 000 couples séparés par la mort. Autre record, celui des séparations légales, qui a atteint 457 unités, contre 430 l'année précédente.

République Sud-Africaine

OR « NOIR »

Londres (A.P.). — L'archevêché de Wesrminster a annoncé, la semaine dernière, sa décision de vendre 11 210 des 11 211 actions des mines d'or sud-africaines (Consolidated gold fields) qu'il possède, ces mines pratiquant la discrimination raciale.

M. 20.7.77

La situation des Eglises au Mozambique

Nampula, 5 août (KIPA) le secrétaire général du Conseil des Eglises du Mozambique, le Révérend Isaac Mahlalela, a une fois de plus insisté pour dissiper la propagande calomnieuse diffusée au sujet des Eglises par les ennemis du Mozambique qui a comme résultat que le monde chrétien n'ose plus visiter le pays.

Le Révérend Mahlalela a parlé des relations amicales qui existent entre le Gouvernement et les Eglises, facilitées par le ministère des Affaires Intérieures responsable également du culte. Il ne nie pas cependant que dans certaines régions des difficultés surgissent, mais que l'on peut dissiper celles-ci avec un peu de bonne volonté.

Le pasteur avoue que la situation, depuis l'indépendance du pays s'est améliorée pour les confessions protestantes. D'autres sources également dignes de foi font remarquer que la situation est différente pour l'Eglise catholique considérée avant l'indépendance, comme faisant cause commune avec les colonialistes. D'autre part, il est vrai aussi que la hiérarchie a fait en 1976 et 1977 des déclarations très courageuses, protestant même contre les détentions illégales et les tortures.

Portugal : la grande misère des réfugiés du Mozambique

Lisbonne, 12 août (KIPA) Le gouvernement portugais s'est adressé aux Nations-Unies pour obtenir une aide d'urgence en faveur du nombre grandissant des réfugiés des anciens territoires portugais de l'Angola et du Mozambique.

On estime en effet à 700'000 le nombre des réfugiés ayant quitté le Mozambique depuis le mois de mai dernier. La plupart de nouveaux arrivants sont d'origine asiatique ou africaine. Un grand nombre d'entre eux, originaires de Goa, territoire qu'ils ont quitté après son annexion par l'Inde, sont devenus des errants; ayant émigré au Mozambique, ils sont apatrides pour la deuxième fois.

Il est momentanément difficile au Portugal, pays qui compte un demi million de chômeurs, de prendre seul en charge le problème de ces réfugiés. Actuellement, les membres d'une paroisse de Lisbonne se chargent de la nourriture quotidienne de ces réfugiés, parmi lesquels on dénombre des handicapés, des enfants souffrant de maladies infectieuses et des femmes enceintes.

L'Eglise et l'écologie

Munich, 16 août (KIPA) M. Gluck, président du comité s'occupant des questions ayant trait à l'écologie du parlement bavarois, a adressé un appel aux Eglises, leur demandant de suivre de près tout ce qui ressemble à une spiritualité inhérente à l'écologie. Si l'Eglise ne s'en préoccupe pas, peu à peu, la religion sera supplantée par un "succédané" servant de religion. Nombre d'écologistes étant habités par une véritable peur de l'avenir, un peur accroissant sans cesse, l'Eglise doit être "sur place" afin que personne ne sente le besoin d'avoir recours à une religion de remplacement.

energie : **ENTRE LA PHYSIQUE ET LA METAPHYSIQUE**

Plutôt que d'aligner des suites de chiffres, de commenter quelques aspects techniques particuliers de l'économie énergétique nationale ou internationale, nous avons préféré nous attacher à quatre thèmes généraux seulement :

- LES MODELES PREVISIONNELS,
- LES CONDITIONS TECHNIQUES DE L'EMPLOI DE SOURCES "NOUVELLES" D'ENERGIE,
- LES HOMMES POLITIQUES ET L'ECONOMIE ENERGETIQUE,
- LES OBJECTIFS PRIORITAIRES D'UNE POLITIQUE DE L'ENERGIE EN SUISSE.

Pourquoi cette démarche en zig-zag, pourquoi des thèmes si disparates ?
Pour une raison fort simple : l'énergie touche... à tout !
Impossible donc de tout dire, ni même de poser les données "principales" du problème.

Les quatre thèmes choisis sont ainsi des "échantillons". Plutôt que d'en faire une analyse détaillée, nous en avons tiré quelques fils pour les passer dans un bain un peu acide...

G. St.

modèles, prévisions et ordinateurs : le futur en équations ?

L'élaboration de modèles mathématiques est devenue une sorte de sport international, presque obligatoirement pratiqué par tous ceux qui, à des titres très divers (économistes, stratèges, sociologues, etc.) se préoccupent de l'avenir.

Les études dites prospectives du Club de Rome ont largement contribué à vulgariser la méthode des modèles et l'emploi d'ordinateurs de grande puissance n'a pas peu servi à lui conférer une aura de "valeur scientifique".

A l'évidence, la méthode des modèles de simulation a des qualités sérieuses. Si les données ne sont pas trop compliquées et que le programme est simple, elle permet (parfois) de voir un peu plus clairement "ce qui se passerait si..."

Mais elle a des limites - souvent mal reconnues parce que l'emploi de l'ordinateur laisse facilement croire "que l'on peut tout faire". Passe, s'il s'agit de simuler le comportement dynamique d'une construction dont on connaît bien les caractéristiques; passe, s'il ne s'agit que de simuler l'évolution d'une population dont les relations synchroniques et diachroniques avec son milieu sont connues avec une bonne précision...

Mais l'utilisation de modèles se heurte à des obstacles infranchissables (mais souvent non reconnus comme tels) dès que l'on cherche à cerner de grands ensembles complexes et mobiles.

A cela des raisons banales et même triviales - mais fondamentales :

1. Le choix des données (concernant, par exemple, l'économie mondiale) est difficile : les lacunes, les imprécisions et même les erreurs sont nombreuses.
2. Par définition, on doit se contenter de quantifier... ce qui est quantifiable. Les valeurs culturelles, les réactions psychologiques, etc... ne peuvent pas être prises en compte.
3. Le programme ne peut être établi qu'à partir de lois "logiques" et considérées comme "constantes" ("si l'offre décroît, les prix montent..."; "si la population augmente, la demande augmente...") Or, dans les activités humaines, les facteurs irrationnels, non-linéaires, sont au moins aussi nombreux que les facteurs constants.

Les modèles de simulation doivent par conséquent être fortement simplifiés. N'ayant, dès le départ, que de rares attaches avec la réalité, ils ne peuvent fournir que des indications étriquées qui auraient pu être obtenues sans l'aide d'ordinateurs.

Il n'en reste pas moins que l'élaboration de modèles est utile et même indispensable, parce qu'elle oblige à une vue aussi large et synthétique que possible des événements et de leurs relations. Evidemment, les modèles ne peuvent pas dire "ce qui se passera". Ils ne peuvent pas produire des "prévisions" mais seulement des hypothèses - ce qui n'est pas du tout la même chose. Et on l'oublie trop souvent.

Modèles ou pas, il est évident que certains événements ou processus sont inévitables ou irréversibles.

L'épuisement progressif des gisements d'agents énergétiques fossiles et l'augmentation subséquente de la rentabilité des dispositifs d'économie et des sources "nouvelles" d'énergie ne font aucun doute.

Faut-il en déduire qu'il en résultera - inévitablement - des catastrophes : rien ne nous y autorise.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que les sociétés industrialisées fondées sur l'emploi massif de combustibles fossiles (qui représente environ 95% de la consommation actuelle) vont être confrontées à des limites physiques empêchant une rentabilisation à court terme du capital. Cette confrontation engendrera des changements structurels - donc des crises. Mais l'éventail des crises possibles est large...

Les limites citées sont évidemment relatives : leur situation dépend des comportements socio-politiques et des technologies utilisées. L'Histoire montre d'ailleurs qu'il est beaucoup plus facile de déplacer des limites physiques (ou de les éviter) que de modifier les comportements socio-politiques - ou tout au moins de les modifier à temps, avant que s'enclenchent des réactions en chaîne.

> Nous estimons, pour notre part, qu'une désagrégation (accompagnée de graves troubles sociaux) de pans entiers des sociétés industrielles est inévitable.
>
> L'Europe, tout particulièrement, pauvre en ressources énergétiques et minérales, est condamnée à un déclin rapide si elle n'effectue pas une transition vers des formes de production, de distribution et de conservation de l'énergie autonomes et décentralisées.
>
> Elle dispose - et largement - des ressources technologiques. Il n'est pas sûr qu'elle dispose des ressources morales nécessaires.

*

les conditions d'application des techniques nouvelles

Le prix dérisoire de l'énergie, particulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a bloqué le développement d'une multitude de techniques nouvelles. De façon générale, les techniques appliquées ont été perverties et asservies à des objectifs de rentabilité à court terme et le rendement global de toute une série de systèmes (transports, habitations, agriculture) n'a pas cessé de diminuer, au point que les historiens des siècles prochains parleront certainement de notre époque comme d'une époque de stagnation technique, du moins dans certains secteurs.

Il faut en effet distinguer entre "puissance" et "rendement". La civilisation industrielle est certainement une "civilisation de puissance" - essentiellement fondée sur le passage des forces biologiques aux forces physiques - mais ce n'est pas une civilisation qui a un "bon rendement ".

Un exemple trivial le fait comprendre : alors que le rendement moyen d'un moteur à combustion interne (moteur de voiture) n'est que de l'ordre de 30% (soit deux à trois fois moins qu'un moteur électrique), le rendement global - soit le rapport énergie consommée / énergie mécanique développée par l'essieu moteur - d'une voiture est inférieur à 15 et même à 10%, voire moins encore. Si la voiture n'a qu'un seul occupent, la dépense énergétique consentie par passager / kilomètre devient simplement aberrant. Le rendement a été sacrifié au profit de la vitesse. Or, pour doubler la vitesse, il faut une puissance quadruple... Un moteur de voiture est ainsi conçu pour pouvoir fournir une puissance qui n'est en réalité employée que pendant moins du 10% du temps d'utilisation du moteur.

Il est dès lors évident que l'application de technologies nouvelles basées sur une amélioration du rendement global à long terme, se heurte à des obstacles considérables. Les valeurs de référence sont opposées : court terme - long terme; centralisation - décentralisation; augmentation de la vitesse - amélioration du rendement... etc.

Ce n'est pas - par exemple - à l'énergie solaire à s'adapter à l'architecture, c'est à l'architecture à s'adapter à l'énergie solaire (direction et pente des toits, isolation thermique, etc.).

La majorité des problèmes sont donc des problèmes d'adaptation. Et non pas tant de mise au point des techniques elles-mêmes.

Techniquement, et sans qu'il en résulte une diminution sensible du niveau de vie, il serait possible de déduire de 20 à 30% la consommation par la seule lutte contre les gaspillages les plus criants, et cela avec des investissements réduits.

C'est le comportement du consommateur qui est ici en cause - et non pas la nature de l'équipement technique. Or, il semble que le seul moyen efficace et rapide de modifier ce comportement consiste à augmenter les prix (ce qui est, à court terme, générateur d'injustices). Or, encore, l'augmentation n'est acceptée qu'en "période de crise"...

Prétendre, comme le font encore souvent les partisans de l'énergie nucléaire, notamment, qu'il n'existe pas de moyen de production ou de conservation de l'énergie rapidement utilisable à grande échelle et fondé sur des ressources renouvelables, repose sur un manque d'information grave et même sur la mauvaise foi.

Ces moyens existent - quelques uns d'entre eux existent même depuis fort longtemps. Ils représentent aujourd'hui déjà un budget de recherche et d'application de l'ordre de 500 millions de dollars par an (dépenses publiques + dépenses privées). Il ne fait pas de doute que ce budget atteindra 5 milliards de dollars, au moins, vers la fin de la décennie 80, le taux de croissance des investissements dans ce secteur étant escompté proche de 20% par an.

Mais, une fois de plus, l'ouverture des marchés ne dépend pas tant de facteurs physiques (diminution des réserves d'agents fossiles) que de facteurs politiques. Nationalismes, volonté d'indépendance, mesures stratégiques ou de sécurité, défense de l'emploi, etc., influenceront bien plus les prix que le seul jeu de l'offre et de la demande, déjà très fortement faussé.

Il est encore un autre élément qui jouera un certain rôle : la montée de "l'environnementalisme" dans les pays industrialisés. L'industrie n'a pas encore tiré parti de ce mouvement, l'élément le plus conservateur - les syndicats ouvriers - freinant, avec une stupidité remarquable, toute innovation ou restructuration qui menacerait l'emploi, plus généralement l'acquis social, même si elles vont dans le sens d'une plus large protection du milieu.

Il n'est pas impossible, par ailleurs, qu'une fois le seuil de rentabilité à court terme atteint, les pays industrialisés se lancent avec vigueur dans le développement des "énergies nouvelles". Ils ont actuellement un besoin évident d'innovations technologiques "sûres". Construire, par exemple, des centrales solaires dans les Alpes, intéresse déjà beaucoup de monde, fabricants de ciment, de pompes, de système de contrôle et de régulation, etc... Quant à la production d'hydrogène, par thermolyse ou par électrolyse, à partir d'énergie solaire, elle intéresse déjà quelques pays arabes...

L'économie capitaliste - dont tant de gens, depuis si longtemps, annoncent l'effondrement prochain - trouvera (ou trouverait) certainement un nouveau souffle en exploitant le domaine des "énergies nouvelles". Le seul marché des pompes solaires pour l'irrigation dans le Tiers-Monde représente, au bas mot, 5 milliards de dollars. Il serait vraiment très étonnant qu'il n'intéresse personne !

*

les kilowattheures apolitiques

La grande majorité des hommes politiques (non seulement dans notre pays, mais à peu près partout) n'a qu'une formation technique très sommaire. Economistes, juristes, cadres administratifs, représentants d'organisations économiques ou politiques, pour la plupart, ils seraient bien en peine de dire en quoi consiste le premier principe de la thermodynamique ou le cycle de Carnot. Leur approche des problèmes énergétiques se fait donc à peu près exclusivement à travers des considérations économiques à court terme, toutes les questions techniques étant laissées à des "experts".

La part qu'ils ont prise au débat sur l'énergie a, jusqu'ici, été faible. Pour le moment, aucun parti politique dans notre pays n'a encore publié de document relatif aux options qu'il entendait défendre en matière de politique énergétique.

Cela est grave - et montre bien dans quel état de délabrement intellectuel se trouvent les partis politiques. Leur état ne s'améliorera pas et l'élaboration des programmes de politique de l'énergie se fera sans eux, le jeu se déroulant entre les groupes de pression économiques, les mouvements écologiques et les techniciens nantis de pouvoirs de décision.

Les tentatives de quelques hommes politiques pour intéresser leurs pairs aux problèmes énergétiques n'ont eu, dans l'ensemble, que peu d'échos. Il faut donc considérer - en Europe tout au moins - la classe politique comme en grande partie stérile et ne rien en attendre pour la solution des problèmes énergétiques posés à la société.

*

principes et priorité d'une politique nationale de l'énergie

Il est possible de démontrer, par des arguments empruntés à la cybernétique et à la théorie de l'information, qu'un système stable (donc fiable) est constitué de sous-systèmes hiérarchiquement organisés capables d'une très large autonomie.

Si le système en question est un pays, la politique énergétique devra donc tendre :

- à rendre autonomes et auto-contrôlées des unités aussi petites que possible,
- à interconnecter ces unités de façon à former un réseau maillé afin qu'une unité tombée en panne puisse être prise en charge rapidement par ses voisines.

- à diversifier autant que possible les sources d'approvisionnement et les systèmes de contrôle de façon que les sous-systèmes ne tombent pas en panne (ou restent dans une zone d'équilibre) même si la moitié ou plus des sources d'apprivisionnement et des systèmes de contrôle viennent à se détériorer.

Les premiers principes sont donc : la décentralisation, la diversification, l'autonomie.

Partant de là, il est relativement facile d'imaginer - et de réaliser - des systèmes de production et de distribution utilisant des ressources autochtones.

La condition *sine qua non* de leur bon fonctionnement et de leur rentabilité est évidemment l'emploi de dispositifs multiples d'économie et de récupération. Il reste donc du travail à faire...

Gil Stauffer

P.S. : Je crains que le texte ne satisfasse personne... Je n'ai pas voulu étaler des chiffres et des diagrammes. Tout cela est aisément disponible dans une foule de publications : il était inutile de jouer au perroquet.

J'espère seulement que l'idée centrale du texte - à savoir que les problèmes ne sont pas techniques mais psychologiques et politiques - est suffisamment mise en relief.

Pas un mot à propos des pays sous-développés. Il y aurait trop à dire. Mais on comprendra - j'espère - que les techniques de substitution sont l'unique voie encore disponible pour les pays pauvres. A noter d'ailleurs qu'ils font actuellement un sérieux effort d'équipement.

Mais je crains fort, pour ma part, qu'ils retombent assez vite sous la coupe des industriels occidentaux qui sont évidemment en mesure de fournir un matériel plus élaboré que celui mis en service dans les pays en voie de développement à partir de techniques et de matériaux autochtones.

Il y aurait beaucoup à dire sur le sujet ! Beaucoup !

Français, Américains et Japonais sont déjà en train de se battre comme des chiens, en Afrique et en Amérique du Sud, pour équiper des villages avec des mini-centrales solaires. Ce mouvement va se développer très fortement dans les années prochaines et il ne fait pas de doute que l'Occident industrialisé va exploiter le marché des énergies nouvelles dans le Tiers-Monde avec sa rapacité habituelle.

G. St.

Bibliographie sommaire :

- Modèles, prévisions, programmes globaux :
  - Les cent prochains Siècles. R. Ruyer. Ed. Fayard. Paris 1977
  - Les Systèmes du Destin. J. Lesourne. Ed. Dalloz. Paris 1977
  - L'Art de la Conjecture. B. de Jouvenel. Ed. Sedeis. Paris 1964
  - Le Macroscope. J. de Rosnay. Ed. Le Seuil. Paris 1976
  - Théorie générale des Systèmes. L. v. Bertalanffy. Ed. Dunod. Paris 1973.
  - Clefs pour la Futurologie. Alain Gras. Ed. Seghers. Paris 1976
- Politique, stratégies :
  - Rapports du Club de Rome. 4 volumes
  - Un monde pour tous. A. Herrera. Ed. Puf. Paris 1977
  - Le nouvel Ordre de la Faim. F. de Ravignan. Ed. Le Seuil. Paris 1977
  - Arcadie, Essai sur le mieux-vivre. B. de Jouvenel. Ed. Sedeis. Paris 1968
  - La Guerre civile mondiale. J. Grapin. Ed. Calmann-Lévy. Paris 1977
- Ecologie et éco-énergétique :
  - Eléments d'Ecologie appliquée. F. Ramade. Ed. Ediscience. 1975
  - La Terre sans Arbres. E. P. Eckholm. Ed. Laffont. Paris 1977
  - Fundamentals of Ecology. E. P. Odum. Ed. Saunders. 1971
  - Ecotoxicologie. F. Ramade. Ed. Masson. Paris 1977
  - L'Homme et son environnement. R. Dumont et al. Ed. CEPL. Paris 1976
- Energétique :
  - Scientific American. Septembre 1971
  - Environmental applications of général physics. J.I. Sohnle. Ed. Addison-Wesley. 1975
- Energie solaire et programmes énergétiques :
  - Bulletins et comptes-rendus des congrès de la Société Suisse pour l'Energie Solaire (SSES) (10 + 4 volumes parus)
  - Heliotechnik. Hans Rau. Pfriemer Verl. München 1975
- Publications diverses :
  - Fondation suisse pour l'énergie. 2 documents parus.
  - Commission fédérale pour la conception globale de l'énergie : rapport intermédiaire. 1 volume. Berne 1976
  - Revue de l'EPFL, Polyrama, No 35, juillet 1977. Energie solaire
  - Revue Sciences et Avenir. Hors série No 19. Le Soleil des Hommes
  - Economie énergétique et énergie. I. Borel. EPFL. 1974.

* * * * * * * * * *

Ils ont terminé leur contrat :

- Dario Maggini, ingénieur en électronique, a enseigné durant près de quatre ans, au Centre de formation professionnelle de Nouna, Haute-Volta, en section électronique. Adresse actuelle : Via Monte Gaggio 13 b - 6500 Bellinzona
- Daniel Morel, chef de chantier, a formé durant deux ans des équipes capables de creuser des puits dans le secteur de Léré, diocèse de Pala, au Tchad, en liaison avec les équipes de santé, de pastorale, d'animation. Adresse actuelle : 1751 Lentigny
- Foyer Romain et Elisabeth Yerly, mécanicien sur autos et leur deux enfants Joël (1975) et Véronique (1977), ont quité la Mission catholique de Moundou, au Tchad. Romain a formé les mécaniciens sur autos et particulièrement le chef de garage tchadien; désormais, cet important garage du sud du Tchad est entièrement africanisé. Elisabeth s'est consacrée à l'animation féminine dans les quartiers. Adresse provisoire : Le Pratzet - 1711 Treyvaux.
- Philippe Chappot, étudiant, a travaillé deux ans dans l'animation des jeunes et dans la catéchèse à la Mission St François de Pointe Noire, Rép. Populaire du Congo. Adresse provisoire : 1906 Charrat
- Christiane Comte, professeur de sports, a formé durant deux ans les étudiantes de l'Ecole normale de filles de Gitega, au Burundi. Adresse : c/o M. Badel, 26 rue Amat - 1200 Genève.
- Jean-Daniel Piguet, instituteur, a enseigné deux ans durant la psycho-pédagogie à l'Ecole normale de filles de Gitega, au Burundi. Adresse : Lemania - 1341 L'Orient
- Agnès Perritaz, infirmière, dans une deuxième affectation outre-mer, a travaillé et formé du personnel para-médical à Sibassor, Sénégal, durant près de quatre ans. Adresse : 1681 Villarlod.

Mariages :

- Liliane Olloz et Patrick Polo (ancien Burundi), le 23 juillet 77. CP 136 - 1884 Villars s/ Ollon
- Brunella Brazzola et Pierre Harrisson, en juillet 77, au Tessin; nouvelle adresse : c/o famille Duque, Carrera 30, 16 B 40 - Pasto (narino) Colombie
- Anne-Marie Girardin (ancienne Madagascar) et Aurelio Mattei, le 23 juillet 77. Adresse : 9, chemin de Beau-Val, 1012 Lausanne.
- Rose-Marie Morard et Jean-Luc Emery (ancien Gabon), le 30 juillet 77. Chalet Standard - 3963 Crans
- Geneviève Sallin et Michel Schaffter, le 17 septembre 1977. Adresse : Bambois 9 - 2764 Courrendlin

Naissances :

- Ismaël, au foyer de Philippe Dufour, le 18 mai 77, Les Vignes - 1437 Suscevaz
- Patrick, au foyer Simone Pinicot-Rossier, le 27 mai 1977, SAPI, Boîte Postale 994, Douala Cameroun.
- Bruno, au foyer de Paul Voirol, le 27 juin 77, 1961 Baar-Nendaz
- Nicola, au foyer de Gabriele Banchini, en juin 77, 16 via Miralago - 6963 Pregassona
- Samuel, au foyer Pierre-Alain Chuat, 7 La Rosière - 1470 Estavayer-le-Lac

A Interteam :

Monsieur Beat Geiersberger, secrétaire général, quitte Interteam prochainement, après s'être donné pleinement à sa tâche complexe. FSF a toujours trouvé en lui un ami, un appui. Nous le remercions fraternellement et lui souhaitons le meilleur sur sa nouvelle route. Pour lui succéder, Monsieur Marcel Monnier, de Zurich, entrera en fonction à mi-septembre.

Coordonnateur :

Frères sans frontières et Interteam ont engagé un coordonnateur commun pour le Cameroun et le Tchad, en la personne de Monsieur Michel Rhême (1946), de Genève.
Ingénieur-technicien en électronique, il a été responsable durant trois ans de la section électronique du Centre de formation professionnelle de Nouna (Haute-Volta).
Depuis son retour en Suisse, cet ancien volontaire FSF, faisait partie de l'équipe d'animation du centre régional FSF de Genève. Après un séjour de formation linguistique en Allemagne et un bref stage à chacun des deux secrétariats Interteam et FSF, Michel partira pour sa base de Maroua, Cameroun, dans environ trois mois. Son engagement est d'une durée de deux ans sur le terrain.

D E C E S :

Monsieur Pierre DENERVAUD, papa de Madame Claude GRANGIER-DENERVAUD (ancienne du Sénégal), le 17 septembre - Adresse : Ch. des Croix-Rouges 16, 1007 Lausanne.

Stage final de préparation des volontaires au Bouveret du 31 juillet au 21 août :

Haïti, Colombie, Pérou, Haute-Volta, Burundi, Cameroun, Tchad, Tunisie ou Maroc ? Parmi la vingtaine de participants que nous étions, la grande partie a déjà choisi...

Bouveret, Chalet Analakely... la beauté du site, la verdure, les chants d'oiseaux... autant de notes gaies à ajouter aux joies que nous avons partagées. A travers une vie communautaire d'échanges, nous avons vécu trois semaines intenses de recherches profondes : recherche dans la foi, recherche dans les relations humaines, recherche dans le MOI. Quel est le but de notre action ? Comment alimenter notre foi à partir de la Bible sans tomber dans le fanatisme ? L'abbé Bernard Rey-Mermet nous livra 3 "clefs" :

1. La Bible est une histoire vécue et lue en communauté → Parole d'une communauté
2. La Bible est l'histoire d'un Amour avec Dieu. Alliance → Parole de Dieu
3. La Bible est mon histoire → Parole de tous

La Bible : conformisme ou engagement ? Fuite ou réalité ?

Appuyée par les animateurs Paul et Charles et l'estomac constamment soutenu par l'excellente cuisine que nous prodiguaient Béatrice et Cécile, l'équipe prit en charge l'animation des journées. Programme bien fourni mais varié. Dans la partie mécanique, nous pûmes découvrir le mystère du fonctionnement d'un moteur et surtout le mystère d'une panne!

Les anciens nous firent part de leurs expériences outre-mer : difficultés, échecs, réussites. "On peut se rendre inutile !"

Un médecin de l'OMS nous mit en garde contre la voracité des microbes, bactéries, parasites, moustiques, dans les pays tropicaux. "Qui s'y frotte s'y pique..." Immunisation, mesures d'hygiène.

Journée d'écoute, d'attention profonde ? Sans doute celle où nous rencontrâmes M. Kamitatu. La corruption : une réalité. Nous en tirons une bonne leçon par le jeu que nous avons vécu avec lui... Volontariat et développement dans l'Afrique d'aujourd'hui ? D'abord être conscient du "mal-développement" dans les pays qui se disent développés !

Etude du milieu : découvertes, rencontres, échanges : 3 jours qui passent vite... Margaretta redéveloppa le thème "Pastorale populaire" en Argentine. Ecoute, à travers ce que Dieu fait, recherche profonde. Quel est le rôle de la foi au sein du peuple, au sein de la masse ? Aliénante ou mobilisante ?

Autant de question auxquelles il nous appartient de répondre !

Jean-Pierre

Ils sont partis outre-mer :



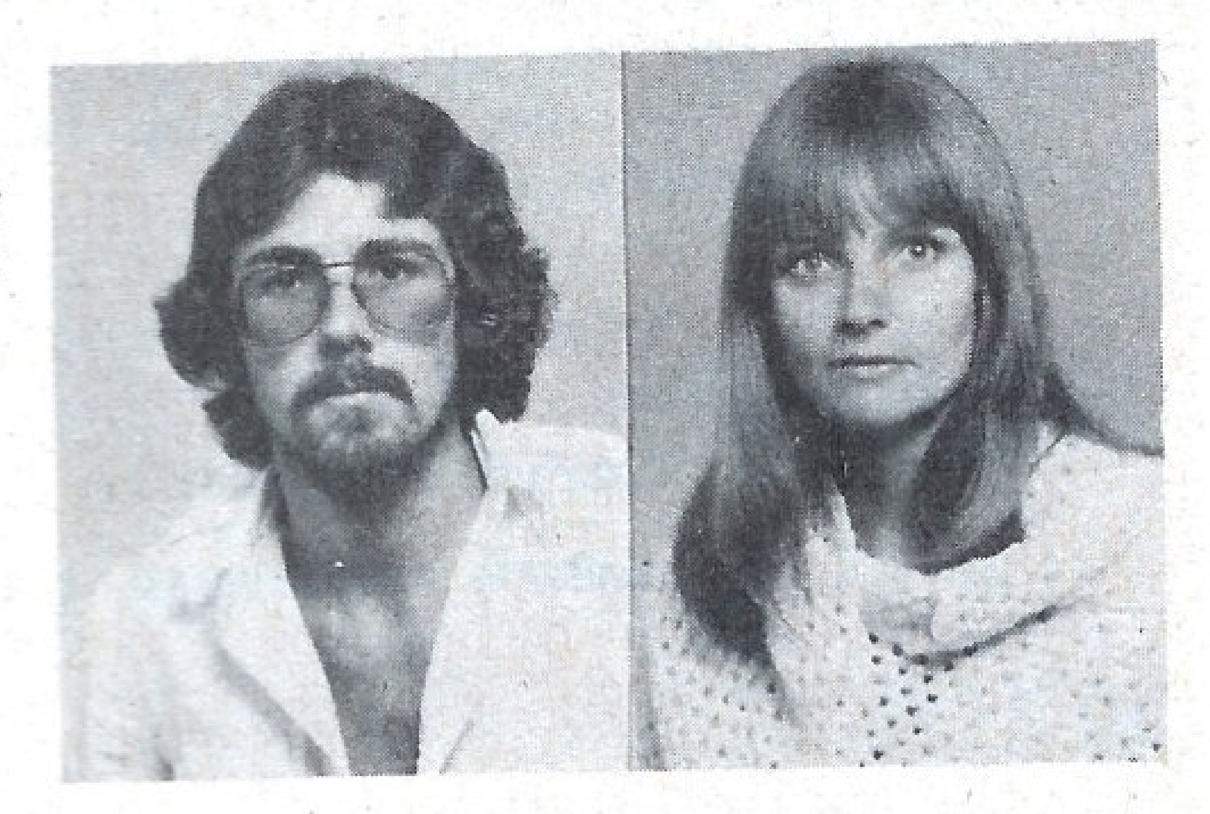
← Georges GOBET, de Massonnens, monteur électricien et mécanicien, parti le 11 juillet 77 pour la Mission catholique de Ruyigi, DSP 119, Bujumbura, Burundi. Formations d'électriciens, de soudeurs, de travailleurs sur fer, au poste central de Ruyigi.

Pierre et Brunella Harrisson-Brazzola, sociologue et psycho-pédagogue, de Massagno, TI, le 12 août 77 pour le projet de développement intégral de Policarpa, en Colombie (analyse, programmation et coordination des projets coopératives et animation communautaire, formation d'animateurs). c/o Famille Duque, Carrera 30, 16 B 40, Pasto, Colombie. →



Raymond et Adrienne Jecker, instituteur et maîtresse ménagère, de Lajoux, JU, le 14 septembre 1977 pour l'Ecole normale de Lavaud, Port-de-Paix, Haïti, où ils enseigneront, participeront à la mise au point de nouvelles méthodes et à l'animation.

Joseph et Claudine Brandeberg, de Crissier ingénieur en électronique et institutrice, le 15 septembre 77 pour le Centre professionnel de Nouna, Haute-Volta : formation théorique et pratique des électroniciens; enseignement du français et formation de dactylographes. →



- Vous nous avez envoyé de l'argent : M E R C I !

  Notre circulaire du début des vacances vous présentant nos besoins financiers semble être bien arrivée. En juillet, nous avons reçu plus de fr. 11'000.- et à fin août, nous en sommes à fr. 15'000.-. MERCI ! Votre soutien est important pour que nous puissions faire notre travail.

- Ce que nous voulons faire cet automne :

  - continuer les recherches de volontaires (voir page 17)
  - intensifier le travail régional en Suisse
  - offrir des temps de formation et de réflexion sur week-end ou semaine, etc...

- Prochains week-ends : 29 - 30 octobre
  12 - 13 novembre
  17 - 18 décembre (éventuellement)

  Des changements se sont opérés et s'opèrent encore outre-mer, aussi bien dans les Eglises que sur le plan politique; l'idée que l'on se fait de la mission se modifie. Comment nous situons-nous et que faisons-nous face à ces changements?... Qu'est-ce qui motive ce que j'entreprends, mes choix, mes engagements personnels ?
  Ces week-ends s'adressent à ceux qui désirent acquérir des moyens techniques pour aborder ces questions avec les groupes qu'ils animent ou auxquels ils participent; et à tous ceux qui aimeraient participer à une sensibilisation.
  Prix : fr. 20.- par week-end (ces week-ends constituent une suite)
  Lieu: Longirod (Vaud)
  Pour tous renseignements : s'adresser à Gilbert Zbären, GVOM, ch. des Cèdres 5 - 1000 Lausanne 9 (tél. 021 / 37 34 21)

- Partir : Jean-Pierre et Evelyne Wenger-Béguelin et leur fils Raphäel ont rejoint l'hôpital protestant de Dabou en Côte d'Ivoire. J.-Pierre est médecin, Evelyne institutrice spécialisée. Au début, seul J.-Pierre aura un travail à l'extérieur de la famille. Ils partent pour 2 ans.
  Daniel Gerhard, enseignant, part mi-septembre pour le Collège évangélique de Libamba (Cameroun). Il enseignera la physique et les maths et s'occupera d'activités extra-scolaires. Le collège est une institution à laquelle collaborent des Eglises évangéliques, presbytériennes et baptistes du Cameroun avec une large ouverture oecuménique.

- Revenir : Enrica Beffa sera de retour de Remera (Rwanda) le 11 octobre. Elle y a exercé sa profession de couturière à l'Ecole technique féminine.
  Nicole et Daniel Perrier-Girard, enseignants, et leurs enfants Fabienne et Vincent sont revenus de Dabou en Côte d'Ivoire où ils viennent de passer 2 ans au Cours secondaire protestant.

- Rester : Marianne Bonzon, ergothérapeute, qui était partie il y a deux ans en Algérie, près d'Alger, a décidé de prolonger son travail au Centre hospitalier universitaire de réeducation fonctionnelle de Tixeraîne.

Session sur la non-violence : le Bouveret 4 - 9 juillet 1977

On pourrait imaginer 25 participants, doux-rêveurs, devisant savamment sur un thème philosophico-moral et vivant dans une ambiance feutrée d'amour, type sucre d'orge.

Cette sorte de non-violence (qui n'existe d'ailleurs qu'à l'état de préjugé dans certains cerveaux) n'a pas eu place dans le séminaire du Bouveret. Animée par Jacques Sémelin et Jean-Marie Muller, autogérée par les participants, la session a été résolument centrée sur la réalité de notre société par une double interrogation :

- la non-violence, quel est ce moyen de changer notre société ?
- une société de demain non-violente, mais quelle société ?

Ce fut pour beaucoup l'occasion de se rendre compte de l'importance de posséder une conscience politique pour savoir pour quel objectif global nous nous battons et quelles en sont les voies les plus favorables :

"Je me sens plus responsable pour travailler sur un plan global"...
"Entrer dans un dynamisme de lutte et s'en donner les moyens"...

A travers des thèmes comme "Notre société d'injustice et de violence", "Stratégie de l'action politique non-violente", socialisme auto-gestionnaire", "Militarisation et défense populaire non-violente", par des jeux de rôles, par une participation solidaire au jugement à Sion d'un des participants pour objection de conscience, chacun a vécu cette session intense avec profit, se recyclant pour une lutte plus efficace dans un dynamisme de l'espérance.

Nouvelle rencontre : 24 - 25 septembre

La Conférence Suisse pour un Service Civil se prononce contre l'introduction d'un service de remplacement

Réunie le 28 août 77, la CSSC s'est finalement décidée à recommander aux citoyens suisses de refuser, les 3 et 4 décembre 1977, le projet de service de remplacement mis au point par le Conseil fédéral.

On se souvient que des professeurs du Gymnase de Münchenstein (BL) avaient, en 1972, déposé une initiative populaire en termes généraux demandant la création d'un service civil. Il appartenait donc au Conseil fédéral d'élaborer un texte constitutionnel qui fut soumis à la consultation des milieux intéressés qui fut ensuite discuté aux chambres. On a encore à l'esprit les interventions animées au Conseil national pour que le critère d'admission des objecteurs de conscience au service civil soit celui de la non-violence. On se rappelle aussi la position du Conseil des Etats qui soutenait la proposition du Conseil Fédéral de "couper la conscience en tranches" en n'admettant que des objecteurs de conscience poussés par des motifs moraux ou religieux. On sait finalement que lors des seconds débats au Conseil national, ce dernier finit par se ralier à la solution restrictive du Conseil fédéral.

Ainsi ce n'est pas un service civil pour la paix qui sera proposé au peuple, mais un service de remplacement qui, comme son nom l'indique, ressemble comme un frère au service militaire, mais qui se déroulera dans le cadre du département de l'intérieur.

Les organisations qui, comme les nôtres, ont l'expérience pratique du service pour la paix se trouvent devant le dilemne suivant :

- approuver un service de remplacement qui est totalement étranger à un véritable service pour la paix
- rejeter ce service de remplacement et courir le risque d'être incompris par la population.

La CSSC, quant à elle, s'est prononcée contre le projet gouvernemental mais proposera, pour prouver le sérieux de sa prise de position, une nouvelle initiative populaire déjà sur le métier depuis plusieurs mois... et EIRENE en sera !

Nous reviendrons avec un dossier complet sur le service civil dans un prochain numéro d'INTERROGATION, avant les votations des 3 et 4 décembre prochains.

Retours :

Olivier et Mireille Favre sont rentrés d'Oujda après un séjour de 2 ans; bonne réintégration ! Leur adresse : Ferme du Château - 1531 Grandvaux

Roger Rochat est de retour de Casablanca où il a enseigné la mécanique-auto durant trois ans; bienvenue ! Son adresse : Ch. des Crêtets 6 - 1347 Le Sentier

Vient de paraître :

"Objection à l'Armée, pourquoi, comment ?"
Une brochure de 30 pages, illustrée, le vade mecum de l'objecteur suisse ou tout ce qu'il faut savoir pour le devenir... ouvrage pratique et complet. Peut s'obtenir auprès du CMLK, Bethusy 56 - 1012 Lausanne.

O N C H E R C H E . . .

GVOM CHERCHE :

Assistante sociale	Mélanésie
Comptables	Lesotho, Soudan, Cameroun, Tanzanie
Secrétaires	Zaïre, Cameroun
Infirmières	Togo, Chypre, Sahara occ., Zaïre, Egypte, Soudan
Infirmières-monitrices	Cameroun
Médecins-chirurgiens	Togo
Médecins-pédiatres	Cap-Vert, Sahara occidental
Enseignants (degré sec.)	Tchad, Côte d'Ivoire, Cameroun, Togo, Algérie
Mécaniciens-autos	Algérie, Gabon
Graphiste	Zaïre
Artisan-tanneur	Nouvelles Hébrides
Forestier (ing)	Algérie
Eleveur	Algérie
Ingénieur-agronome	Algérie
Vétérinaire	Algérie

FSF CHERCHE :

Haïti	une animatrice rurale
Tchad	un animateur JRC 1 chef de chantier (puits) 4 enseignants secondaire
Cameroun	3 infirmiers (ères) 1 maçon ou chef de chantier (puits) 1 mécanicien-autos (enseig. école tech.)
Guinée	1 mécanicien sur Diesel 1 menuisier
Mali	1 chef de chantier (puits)
Niger	1 imprimeur
Rwanda	1 mécanicien-autos 1 agriculteur 1 constructeur-artisan 1 gérant-comptable
Zaïre	2 animateurs ruraux
Togo	1 mécanicien-autos 1 chef de chantier 6 enseignants secondaire
Seychelles	1 imprimeur

EIRENE CHERCHE :

Cameroun	Artisan de village avec connaissance professionnelle en mécanique (ferronerie), mécanique-auto, menuiserie.
Tchad	Conseiller de coopérative artisanale. Si possible un couple connaissant le secteur textile, bonne connaissance de gestion et de comptabilité
Maroc	Instructeur théorie en électricité. Expérience pédagogique hautement souhaitable

POUR TOUS LES POSTES : EXPERIENCE DE DEUX ANS DEMANDEE - ENGAGEMENT MINIMUM 2 ANS

EXPERIENCE D'UNE JARDINIERE D'ENFANTS AU CAMEROUN

(Gaby Giller)

Avec la collaboration du Chef de Bafou, M. Victor Saatang, nous avons pu ouvrir un jardin d'enfants dans sa Chefferie. Avec la collaboration de 20 pasteurs africains, nous avons pu ouvrir 20 jardins, répartis en brousse. Avec la collaboration des Soeurs africaines, nous avons pu ouvrir : - une garderie, - un jardin d'enfants, - une Sil. Avec la collaboration des Soeurs espagnoles, nous avons pu ouvrir 3 jardins d'enfants, toujours en brousse.
Tous ensemble, nous avons préparé un programme appliqué aux jardins d'enfants africains, ainsi que tout le matériel que comprend un jardin d'enfants.
Après quelques semaines de préparation en commun avec M. Victor, les pasteurs, les soeurs africaines et espagnoles, tous m'ont donné feu vert ! Alors j'ai réuni 23 jardiniers et pendants 3 mois, du lundi au samedi à 12 heures (lu.-ve. 8.00 - 12.00 et 14.30 - 18.00) nous avons travaillé ensemble. Chacun se préparait et préparait sa classe. Le matin : théorie. L'après-midi : construction du matériel restant en classe et du matériel revenant à chaque enfant pour un an. Moyenne d'enfants par jardin : 50.

A ton départ, tous ces jardins étaient sur pied ?

Non. Il y avait le jardin de la chefferie de M. Victor qui était le jardin modèle. Le jardin avait une formation complète. C'est lui qui prendra la relève pour transmettre à ses frères tout ce qu'il a reçu. Et le jardin avait un matériel complet, ainsi que le jardin des soeurs africaines et espagnoles.
Pour les 20 autres jardins, là, il restait 4 mois de travail. Le pasteur allemand et son épouse ont bien voulu assurer la relève.

Comment tous ces jardins peuvent-ils tourner au point de vue financier ?

Dans chaque jardin, les parents ont pris en charge le jardin, soit le salaire du maître et le matériel. De plus, chaque jardin possède ses comptes propres et peuvent être vérifiés par les parents.

Est-ce que chaque jardin a son propre bâtiment ?

Non, les 20 jardins sont logés dans le Temple. Au fond du Temple, nous avons construit une grande armoire en bambou pour ranger les tables et les tabourets confectionnés aussi en bambou. Une autre armoire, les portes ouvertes, sert d'étagère pour ranger le matériel. La classe terminée, le Culte peut ainsi avoir lieu !

Parle-nous un peu de la chefferie !...

M. Victor est monogame. Il a hérité cette chefferie de son père qui lui, était polygame (30 femmes !). M. Victor les a prises en charge :
- au point de vue médical (étant infirmier)
- côté habillement et nourriture
- chaque femme possède un champ
- il les réunit une fois par mois, leur donne 1'500 CFA pour acheter oeufs et viande pour l'enfant
- leur apprend à soigner et à nourrir l'enfant
- insiste beaucoup sur l'esprit de famille
- son grand problème : lutter contre certaines coutumes.

Voyant toutes ces femmes vieillir, ne pouvant plus, petit à petit, se rendre aux champs, une question s'est posée : comment vais-je occuper leur vieillesse ? Il ne faut pas oublier que ces femmes sont 100% illettrées. Après discussion, il m'a demandé de lui former la femme la plus jeune, pour le tricot, crochet et couture,

afin que cette dernière puisse apprendre aux autres et que le produit soit vendu au marché. Ainsi ces femmes auront leur journée occupée et elles pourront garder un contact avec le marché, cela étant très important pour la femme Bamilékée.
En plus de la formation que cette femme a reçu, soit tricot, crochet et couture, M. Victor lui a donné un cours de deux mois : premiers soins aux malades. Ce qui lui permettra de soigner femmes et enfants de la chefferie.
Tout est bien organisé, chaque membre de la chefferie possède un carnet médical. Le traitement était inscrit sur celui-ci ainsi que les médicaments administrés, etc.

Mais comment le chef peut-il tourner au point de vue financier ?

M. Victor possède des champs de riz, café, thé, pommes-de-terre, aulx, tomates, légumes, qu'il vend au Gabon. Et il travaille en famille.

Tu nous disais, Gaby, que non seulement un jardin d'enfants avait été ouvert dans sa chefferie, mais les 6 classes primaires. Comment pouvait-il subvenir à tout ça ?

Après avoir réfléchi ensemble, nous avons trouvé une solution. Le jardinier d'enfants s'en est allé faire une école d'un an pour savoir soigner, élever les poules pondeuses.
Quand il rentrera à la chefferie, il trouvera un poulailler de 5'000 poules pondeuses. Le revenu complètera les salaires. Vous voyez, rien n'a été bâti à la légère. Tout a été réfléchi et décidé par eux-mêmes. Ainsi, tout peut continuer !

As-tu été pleinement acceptée à la chefferie ? Si oui, comment as-tu fait pour t'incorporer ?

Oui, pleinement. Je crois que je n'ai pas eu peur de me faire salir par ces petits, pleins de terre, etc... Je les ai toujours embrassés et pris dans mes bras. Les mamans de la chefferie m'avaient surnommée : "la mama blanche". Je l'ai su bien plus tard. Le chef m'a expliqué que toutes ces femmes avaient été très touchées que je puisse embrasser leurs enfants, pas toujours très propres. Et surtout, n'étant pas maman moi-même, que je sache embrasser un enfant.

Une dernière question ! Faut-il continuer à envoyer des volontaires ?

Oui, à une seule condition. Que ces personnes partent :
- dans un but bien précis
- sachant faire son temps et se retirer sans rien attendre de retour
- et surtout en respectant ces hommes tels qu'ils sont avec leurs coutumes, et en les aimant.



L'habit ne fait pas le terroriste

Le quotiden de Hambourg *Die Zeit* rapporte ce nouvel épisode de la lutte contre le terrorisme qui sévit en Allemagne fédérale. Il a mis aux prises, à Lübeck, une religieuse entrée dans un grand magasin pour essayer des sous-vêtements, et la police criminelle.

« *Dans la cabine d'essayage, la vendeuse passait la tête par le rideau entrebâillé juste comme la mère supérieure venait de relever sa robe. « Diable ! pensa la vendeuse — car elle ne voyait pas seulement deux minces jambes gainées de noir : à l'une d'elles, était attaché un appareil de radio. L'histoire fit rapidement le tour des vendeuses. A la fermeture du magasin, quand le chef de rayon demanda ce qui se passait, on racontait déjà qu'un pistolet était fixé à l'autre jambe de la religieuse. Le chef blêmit et se gratta le front. (...) Il appela la police criminelle. (..) Une terroriste rôdait dans Lübeck, déguisée en bonne sœur, un walkie-talkie et une arme cachés sous sa robe. Sur qui devait-elle la décharger ? Pardi, sur les ministres de la culture des Länder qui tenaient justement une réunion dans la ville !*

» *Après quelques péripéties mouvementées (..) la religieuse fut appréhendée. La bonne sœur était une sœur. Quant à son appareil de radio, l'explication était simple : mère supérieure de l'hôpital des Maristes, elle devait pouvoir être jointe à toute heure...* »



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

J.A. 1000 LAUSANNE 9

Centre Offset SA, Lausanne